

Acquisition de souris femelles  
immunodéficientes greffées avec  
des cellules souches CD34+  
humaines HLA-A2 négatives

**Cahier des clauses administratives  
particulières (CCAP)**

Consultation n°

Date limite de remise des plis

CCAP n°26.004 du 13/02/2026

25/03/2026 à 12h00 (heure de Paris)










**DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES**

**Mercredi 25 mars 2026 à 12h00 (heure de Paris)**





## SOMMAIRE

1.	DÉFINITIONS .....	3
2.	OBJET DU CONTRAT.....	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	4
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	5
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT .....	6
6.	RÉALISATION DES PRESTATIONS.....	7
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	9
8.	LITIGE ET SANCTIONS.....	11
9.	FIN DU CONTRAT .....	13

## ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Acquisition de souris femelles immunodéficientes greffées avec des cellules souches CD34+ humaines HLA-A2 négatives
	Acheteur	Université Marie et Louis Pasteur
	Type de contrat	Accord cadre mono attributaire exécuté par l'édition de bons de commandes en application de l'article de l'article L. 2125-1 de code de la commande publique
	Structure	Non-alloti
	Lieu d'exécution	Université Marie et Louis Pasteur- Animalerie Centrale UFR SMP 19 rue Ambroise Paré - 25 030 Besançon cedex ou Centre de zootechnie - 7 boulevard Jean D'Arc - 21000 Dijon
	Délai	1 an reconductible 3 fois par tacite reconduction
	Développement durable	Clause environnementale
	Variation des prix	Fermes
	Nature des prix	Prix unitaires

# 1. DÉFINITIONS

 <b>Contrat</b>	Le <b>contrat</b> est un marché public passé en Appel d'offres ouvert (Articles R2124-2 1°, R2161-2, R2161-5, R2162-1 à R2162-14 - Code de la commande publique) Le contrat fait référence au <a href="#">CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021</a> . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
 <b>Acheteur</b>	L' <b>acheteur</b> désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 <b>Titulaire</b>	Le <b>titulaire</b> désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 <b>Prestation</b>	La <b>prestation</b> est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

## 2. OBJET DU CONTRAT

### 2.1. Description des prestations

#### ■ Objet de la prestation :

La présente demande concerne l'acquisition de 100 souris femelles immunodéficientes greffées avec des cellules souches CD34+ humaines HLA-A2 négatives.

**Les caractéristiques techniques sont décrites dans les cahiers des clauses techniques (CCTP).**

La fourniture faisant l'objet de ce marché est non-allotie car il ne permet pas l'identification de prestations distinctes. Art. L 2113-11 du code de la commande publique.

#### ■ Lieu d'exécution :

Centre de zootechnie  
7 boulevard Jean D'Arc  
21000 Dijon

OU

Université Marie et Louis Pasteur  
Animalerie Centrale UFR SMP  
19 rue Ambroise Paré - 25 030 Besançon cedex

#### ■ Pièces contractuelles :

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement : L'acte d'engagement (imprimé type ATTRI 1) est à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du marché.
- CCAP n° 26.004 du 13/02/2026 : 1 Cahier des clauses administratives particulières
- CCTP : 1 Cahier des clauses techniques particulières.
- RC : Règlement de la Consultation.
- L'offre technique et financière du titulaire.

## 2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Université Marie et Louis Pasteur**, représenté par M. Hugues DAUSSY, Président de l'Université Marie et Louis Pasteur

### Adresse et coordonnées :

Direction des Affaires Financières (DAF)  
Représentant : Hugues DAUSSY,  
Président de l'Université Marie et Louis Pasteur  
Adresse : 1, Rue Goudimel  
25030 Besançon  
Courriel : [Service.marches@univ-fcomte.fr](mailto:Service.marches@univ-fcomte.fr)  
Site internet : <http://www.univ-fcomte.fr/>

### Comptable assignataire des paiements :

Agent comptable de l'Université Marie et Louis Pasteur  
Adresse : 1, Rue Goudimel  
25030 Besançon

### Référent administratif :

Madame Muriel MENGET  
Responsable du service achats, Direction des affaires  
Financières de l'UMLP  
03.81.66.50.81  
[Service.marches@univ-fcomte.fr](mailto:Service.marches@univ-fcomte.fr)

### Référent technique :

Monsieur Yann GODET  
03 81 61 56 15  
[yann.godet@univ-fcomte.fr](mailto:yann.godet@univ-fcomte.fr)

Monsieur Baptiste LAMARTHEE  
03 81 61 56 15

Monsieur Adrian WEIRICH  
03 81 66 58 31  
[adrian.weirich@univ-fcomte.fr](mailto:adrian.weirich@univ-fcomte.fr)

### ■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposés des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

### 3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

---

#### ■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Le présent appel d'offres a pour objet l'acquisition de 100 souris femelles immunodéficientes greffées avec des cellules souches CD34+ humaines HLA-A2 négatives.

Accord cadre mono attributaire exécuté par l'édition de bons de commandes en application de l'article de l'article L. 2125-1 de code de la commande publique.

#### ■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **fournitures**.

Les spécificités techniques sont décrites dans le Cahiers des Clauses Techniques Particulières joint.

### 4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

---

#### ■ Délais et conditions d'exécution :

#### 4.1 – Commandes

Les commandes pourront être réalisées, au titre du présent marché, au fur et à mesure des besoins des différentes composantes de l'Université Marie et Louis Pasteur.

Le présent marché a pour objet la fourniture de souris immunodéficientes destinées à la recherche scientifique, dans le cadre d'un marché à bons de commande conformément aux articles R2162-1 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Les commandes seront effectuées au fur et à mesure des besoins de l'acheteur, sans minimum ni maximum garanti, dans la limite du montant global du marché.

#### 4.2 - Ouverture sur catalogue

Le titulaire mettra à disposition un catalogue actualisé précisant :

- L'ensemble des souches disponibles (immunodéficientes et apparentées),
- Les caractéristiques (âge, sexe, génotype, statut viral, etc.),
- Les conditions d'élevage et de transport,
- Les tarifs unitaires (hors taxes et toutes taxes comprises),
- Les délais de livraison.

L'acheteur public pourra sélectionner tout produit figurant au catalogue, à condition qu'il entre dans le périmètre du besoin défini dans le présent marché (animaux de laboratoire, finalité scientifique, contraintes sanitaires équivalentes).

Actualisation du catalogue :

Toute évolution du catalogue (nouvelles souches, suppression, modification tarifaire) devra être communiquée à l'acheteur au moins 30 jours avant application.

Modalités financières :

Les prix figurant au catalogue sont réputés fermes pendant la durée du marché.

#### 4.3 – Bon de commande

Les bons de commande seront remis ou envoyés par les utilisateurs. Ils seront établis, sur demande des utilisateurs, après confirmation de prix fourni par le titulaire et conformément aux prix fixés au marché.

Chaque bon de commande précisera :

- Le numéro du marché
- Le nom du fournisseur titulaire du lot
- La souche et les caractéristiques des souris demandées ;

- Les quantités ;
- L'adresse et l'horaire de livraison ;
- Le délai souhaité ;
- Les références du lot et les attestations sanitaires associées.

Le titulaire s'engage à confirmer la disponibilité et le délai sous 48 heures ouvrées.

Ce bon de commande sera signé et daté par le Directeur de chaque composante ou son représentant dûment désigné.

Les quantités à livrer doivent l'être sans excédent ni déficit.

Les références figurant sur les bons de commande doivent être rappelées sur les factures, les bons de livraison, les colis et toute correspondance relative au bon de commande.

#### **4.3 – Durée d'exécution du bon de commande**

Le délai contractuel de l'exécution est celui de la livraison.

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG/FCS, la prolongation éventuelle du délai d'exécution est accordée par l'émetteur du bon de commande ou son mandataire habilité en lieu et place du Pouvoir Adjudicateur.

#### **4.4- Durée du marché - reconduction**

L'exécution du présent accord-cadre à bons de commande démarre à la date de réception par le titulaire de la lettre de notification (Avec Accusé de Réception) pour une durée de 12 mois renouvelable trois (3) fois par tacite reconduction pour une durée de un (1) an sans que la durée totale du marché ne puisse excéder quatre (4) ans au total. La clôture du marché interviendra à l'épuisement du montant de 188 000 € HT, conformément à l'article 2162-4-2° du code de la commande publique.

La reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer.

Si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas reconduire le marché, il informe le titulaire de sa décision au plus tard 2 mois avant la fin de validité du marché par lettre recommandée avec accusé réception.

La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité ni à aucun dédommagement. Le titulaire reste par ailleurs engagé jusqu'à la fin d'exécution de la période en cours.

#### **4.5 – Livraison**

##### **Délais**

Le délai maximum de livraison, à compter de la date de réception du bon de commande chez le titulaire du marché, est fixé conformément aux engagements du candidat.

##### **Conditions**

Les livraisons s'effectueront au fur et à mesure de l'émission des bons de commandes, et de leur réception chez le fournisseur, au lieu indiqué sur le bon de commande, « à l'étage » si nécessaire.

Les fournitures sont livrées franco de port et d'emballage, quel que soit le montant de la commande aux coordonnées indiquées sur le bon de commande.

Conformément à l'article 19.3 du CCAG-FCS, les risques afférents à l'expédition et au transport des fournitures, jusqu'au lieu de destination finale, incombent au titulaire.

Le titulaire doit honorer chaque commande de l'Université dans les délais définis au présent marché.

Le titulaire encourt des pénalités de retard s'il ne respecte pas les délais sur lesquels il s'est engagé après mise en demeure, ces pénalités sont prévues par l'article 8 du présent CCAP.

**Lieux de livraison (indiqué lors de l'émission des bons de commande) :**

Centre de zootechnie  
7 boulevard Jean D'Arc  
21000 Dijon

OU

Université Marie et Louis Pasteur  
Animalerie Centrale UFR SMP  
19 rue Ambroise Paré - 25 030 Besançon cedex

**Bon de livraison :**

Chaque livraison sera accompagnée d'un bon de livraison.

Le titulaire sera tenu de présenter au service destinataire de la livraison un bon de livraison établi obligatoirement en un original et une copie conformément à l'article 20 du C.C.A.G.-F.C.S avec les informations suivantes :

- les nom et adresse du titulaire du marché ;
- le numéro de marché ;
- la date d'expédition ;
- la référence de la commande avec indication du numéro du bon de commande ;
- la nature des fournitures livrées ;
- les quantités livrées ;

A l'exception de la mention des prix.

Un exemplaire du bon de livraison est destiné à l'Administration et un au titulaire du marché. Chaque bon de livraison sera visé à la livraison par une personne représentant l'établissement, qui en plus de sa signature lisible devra apposer le cachet de l'établissement et porter en clair la date de réception et ses nom et qualité.

#### **4.1. Conditions de paiement**

■ **Nature des prix :**

Le marché est traité à prix unitaires.

Les prix unitaires du bordereau de prix seront appliqués aux quantités réellement livrées.

■ **Variation des prix :**

Les prix sont **fermes** pour toute la durée du contrat.

■ **Contenu des prix :**

Le marché est traité à prix unitaires.

Les prix unitaires du bordereau de prix seront appliqués aux quantités réellement livrées.

■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

#### ■ **Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du marché;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

#### ■ **Prix de règlement :**

Le marché est traité à **prix unitaire ferme** durant la durée du présent marché.

#### ■ **Adresse de remise des demandes de paiement :**

La facture électronique est obligatoire. Les factures sont à déposer sur la plateforme **CHORUS**.  
Numéro de SIRET unique de l'Université Marie et Louis Pasteur : **938 106 564 00017**  
**Code service : 920 et le numéro de marché qui vous sera communiqué lors de la notification.**

#### ■ **Périodicité des paiements :**

Les paiements sont effectués à l'issue de la réception des prestations.

#### ■ **Délai de paiement :**

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G. - F.C.S., et dans un délai global de paiement de **trente (30) jours** à compter de la date de réception des factures au service financier de la ou des composante(s) concernée(s) ou de la date de service fait si la facture est transmise avant exécution de la prestation.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

#### ■ **Retenue de garantie**

SANS OBJET.

## 5. VERIFICATIONS ET ADMISSION DES PRESTATIONS

### 5.1. Vérifications

#### ■ Documentation :

Le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation rédigée en français conformément au CCTP. Le titulaire s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

#### ■ Emballage :

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport notamment animal. Dans la mesure du possible, le titulaire veille à utiliser des contenants réutilisés ou réutilisables, recyclés ou recyclables.

Les emballages restent la propriété du titulaire qui prend en charge leur réutilisation ou recyclage.

#### ■ Modalités de livraison :

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport et notamment : éviter la circulation pendant les heures de pointe, transport groupé des marchandises, favoriser les modes de transports les plus respectueux de l'environnement.

Chaque livraison s'accompagne d'un **bon de livraison** qui détaille notamment : la date d'expédition, la référence du contrat, l'identification du titulaire et des fournitures livrées.

Le titulaire du marché sera tenu de présenter au service destinataire de la livraison un bon de livraison établi en un original et une copie qui précisera, à l'exclusion des prix :

- le numéro du marché ;
- le nom et adresse du titulaire du fournisseur titulaire du marché ;
- la date de livraison ;
- la nature des fournitures livrées ;
- les quantités livrées.

Le bon de livraison sera visé, à la livraison, par une personne représentant la composante qui en plus de sa signature lisible devra apposer le cachet de l'établissement et porter en toutes lettres la date du jour de réception du matériel et ses nom et qualité. Devront figurer également les réserves éventuellement émises par rapport au matériel livré.

Un exemplaire du bon de livraison est destiné à la personne publique, l'autre exemplaire au titulaire du marché. Le destinataire de la livraison, si celle-ci n'est pas conforme en tous points aux descriptifs du bon de commande et du présent marché (acte d'engagement, ses annexes et le C.C.A.P.) refusera les marchandises.

La signature du bon de livraison ne vaut pas admission et ne saurait remplacer la procédure de vérification des marchandises.

#### ■ Transport :

Conformément à l'article 20.3 du CCAG Fournitures courantes et services, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité. Les marchandises, objet du présent marché, voyagent aux risques et périls du titulaire du marché. Elles devront être convenablement emballées de manière à ce qu'elles puissent supporter sans dommage les risques inhérents au transport avant la livraison.

### 5.2. Vérification des prestations

#### ■ Niveau d'obligation prévu au contrat :

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le

niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

#### ■ **Garanties contractuelles et procédure d'admission :**

Le titulaire garantit que les livrables sont conformes aux spécifications techniques et aux normes de qualité définies dans le contrat de fourniture.

Il garantit la traçabilité complète des souris depuis leur origine jusqu'à leur livraison à la Personne Publique. Toute documentation pertinente, y compris les certificats d'analyse, les rapports de contrôle qualité, et les certificats de conformité, sera fournie à la Personne Publique sur demande.

Les produits seront livrés dans des conditions optimales de transport et de stockage, conformément aux protocoles établis. Le titulaire garantit que les produits seront conditionnés de manière à préserver leur intégrité et leur viabilité pendant le transport.

Les opérations de vérification quantitative et qualitative simples auront lieu conformément aux articles 27 à 31 du C.C.A.G / Fournitures courantes et services.

Les opérations autres que celles mentionnées à l'article 28.1 du C.C.A.G se dérouleront de la manière suivante :

- **Inspection visuelle** de l'intégrité des conteneurs ;
- **Comptabilité du nombre de souris livrées** ;
- **Vérification de l'état de santé des souris.**

#### **Critère de non-conformité :**

- Présence de souris mortes ou malades ;
- Non-conformité aux critères spécifiés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Livraison effectuée en quantité erronée.

#### **Conformité réglementaire et éthique**

Le titulaire devra :

- Être agréé pour l'élevage et la fourniture d'animaux de laboratoire (articles R214-87 et suivants du Code rural et de la pêche maritime) ;
- Délivrer les certificats sanitaires et documents de traçabilité pour chaque lot ;
- Respecter les obligations éthiques liées à la protection animale ;
- Notifier tout changement de statut sanitaire ou de lignée.

### **5.3. Développement durable**

#### ■ **Clause environnementale :**

Le contrat comporte des obligations en matière de protection de l'environnement.

Le titulaire veille à utiliser des contenants réutilisés ou réutilisables, recyclés ou recyclables, à privilégier la livraison en vrac plutôt qu'en unité distincte.

Si la commande nécessite plusieurs cartons ils doivent être livrés en une fois.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

Le titulaire s'engage sur une éthique et souffrance animale générale ainsi que sur les conditions d'élevage.

## 5.4. Autres stipulations

### ■ Clause de réexamen et modifications du contrat :

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

### ■ Dématérialisation du suivi :

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profilacheteur.

### ■ Marchés complémentaires

Il pourra être passé un ou des marchés complémentaires « renouvellement partiel ou compléments(s) limité(s) » à des compléments ou extensions non connus à ce jour, dans la limite définie par l'article R 2122-4 du code de la commande publique. La durée de ces marchés complémentaires ne pourra dépasser **trois (3) ans**.

## 6. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

---

### 6.1. Obligations courantes du titulaire

#### ■ Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

#### ■ Nature des droits et obligations :

Le Titulaire reconnaît que les dossiers contractuels qui lui ont été remis à la date de conclusion du marché sont suffisants pour lui permettre de remplir ses obligations contractuelles en assurant, conformément aux dispositions légales ou réglementaires en vigueur à la date de notification du marché, le complet achèvement de tous les travaux et ou / prestations suivant les règles de l'art et la parfaite utilisation de l'ouvrage.

Il reconnaît avoir une parfaite connaissance des lieux et de l'ouvrage ainsi que de toutes les contraintes ou sujétions y afférant et avoir eu la possibilité d'effectuer ou de demander que soient effectués tous sondages ou reconnaissances de quelque nature que ce soit, nécessaires à l'exécution parfaite de ses prestations.

Il ne pourra arguer en aucune façon, de l'absence ou de l'insuffisance d'informations ou de renseignements postérieurement à la conclusion du marché pour s'exonérer de sa pleine et entière responsabilité dans l'exécution de son marché.

Tous sondages ou reconnaissances complémentaires que l'entreprise estimerait nécessaire d'engager postérieurement à la conclusion du marché sont effectués sous sa responsabilité et à ses frais. Il est tenu d'une obligation de résultat et s'engage à exécuter des prestations exemptes de vices.

En outre, il s'engage à mettre en œuvre tous moyens (liste non exhaustive : mesures, analyses, investigations, contrôles) permettant d'éviter ou de limiter les troubles de voisinage dans un chantier urbain (liste non exhaustive : vibrations, poussière, bruit,).

Il est responsable de toute dégradation et/ou désordre susceptible d'affecter les ouvrages.

#### ■ **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

#### ■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- le certificat social URSSAF ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

#### ■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

#### ■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

#### ■ **Sous-traitance :**

**Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché sans avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance. (Art R2193-1 à R2193-4)**

A cette fin, le candidat joint à son offre le dossier de présentation du ou des sous-traitant(s) ou acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement.

Si, au cours de l'exécution du marché, le titulaire souhaite sous-traiter une partie des prestations, il doit constituer un dossier de présentation du sous-traitant. Cette sous-traitance doit obtenir du pouvoir adjudicateur, l'acceptation du ou des sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché conformément à l'article 41-1-e du CCAG- FCS.

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Le titulaire demeure entièrement responsable, vis-à-vis de l'Université, des prestations sous-traitées.

## 6.2. Obligations liées à la sécurité

### ■ Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

### ■ Secret professionnel

Le titulaire se conforme d'une manière générale aux dispositions du Code Pénal sur le secret professionnel. Il ne peut rien révéler des informations qu'il viendrait à connaître du fait de son activité dans les locaux de l'Université.

En cas de violation du secret professionnel, le marché serait immédiatement résilié aux torts exclusifs du titulaire.

## 6.3. Règlement général pour la protection des données

**Conformément aux dispositions de l'article 13 du RGPD du 25/05/2019 et aux dispositions de la délibération du 13 janvier 2005** décidant la dispense de déclaration des traitements mis en œuvre par les organismes publics dans le cadre de la dématérialisation des marchés publics (décision de dispense de déclaration n° 3).

Les données recueillies dans le cadre de la présente consultation font l'objet d'un traitement informatique destiné précisément à l'attribution du marché public afférent. Ces opérations de traitement seront plus particulièrement effectuées sous le contrôle de son délégué à la protection des données personnelles, en la personne de **Mme Piranda, juriste de l'Université**, que vous pouvez contacter, pour exercer vos droits ou pour toute question sur ce traitement de vos données, par courriel à l'adresse électronique suivante : **dpd@univ-fcomte.fr** ou par voie postale à l'adresse indiquée. La base légale de ce traitement est sa nécessité à l'exécution des mesures précontractuelles procédant des actes de candidatures des personnes concernées (article 6.1 b) du RGPD). Ces données ne seront pas utilisées à une autre fin que celle surexposée. Les destinataires de ces données sont les personnes habilitées chargées de la gestion de marchés publics, les personnes morales de droit privé ou de droit public ou les personnes privées auxquelles sont destinées ces offres, les organismes publics, exclusivement pour répondre à des obligations légales et le cas échéant, les prestataires ayant vocation à intervenir dans la procédure de passation dudit marché public présentant toutes les garanties requises au respect de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel. Ces données seront conservées durant toute la durée nécessaire à la passation du marché public.

## 7. LITIGE ET SANCTIONS

### 7.1. Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
<b>Pénalité en cas de non-viabilité des souris</b>	Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G FCS les pénalités seront les suivantes :  Aux fins de la présente clause, les souris qui font l'objet du présent marché seront considérées comme « Mortes à Réception » ou « Non-Viables » si, lors de l'inspection et des tests effectués par la Personne

	<p>Publique dans un délai de 10 jours ouvrables suivant la réception des Souris, il est démontré que les souris sont malades, mortes ou ne répondent pas aux critères du CCTP ci-joint.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li> <b>Notification et Preuve</b> : En cas de réception de Souris mortes, malades, ou ne répondant pas aux critères, la Personne Publique devra en informer le titulaire par écrit (courriel avec accusé de réception ou lettre recommandée avec accusé de réception) dans un délai de 2 jours ouvrables suivant la réalisation des tests initiaux de viabilité. Cette notification devra inclure : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une description détaillée des conditions de réception et de stockage temporaire avant test.</li> <li>- Les résultats complets des tests de viabilité effectués conformément aux Protocoles de Contrôle Qualité, y compris les données brutes et les rapports d'analyse.</li> <li>- Des photographies ou toute autre preuve documentée (si applicable et convenue) des non-conformités constatées.</li> </ul> </li> <li> <b>Pénalités et Recours</b> : Si la non-viabilité des Souris à Réception est confirmée par les preuves fournies par la Personne Publique et acceptées par le titulaire (le titulaire se réservant le droit de demander des informations complémentaires ou, dans des conditions strictement convenues et aux frais du Fournisseur, d'effectuer une contre-expertise dans un délai raisonnable), le titulaire devra, au choix de la Personne Publique et à ses propres frais : <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Option 1 : Remplacement</b> : Remplacer les souris non-viables par un nouveau lot de souris conformes aux spécifications du contrat, livrées dans les plus brefs délais possibles et au plus tard dans les 10 jours ouvrables suivant l'acceptation de la réclamation par la Personne Publique. Les frais de transport du remplacement seront à la charge exclusive du titulaire.</li> <li>- <b>Option 2 : Remboursement</b> : Rembourser intégralement la Personne Publique du prix d'achat des souris non-viables, y compris les frais de transport initiaux et les frais raisonnablement engagés par la Personne Publique pour le stockage temporaire et les tests de viabilité, dans un délai de 10 jours ouvrables suivant l'acceptation de la réclamation par le titulaire.</li> </ul> </li> </ul>
--	---

## 7.2. Autres stipulations

### ■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ **Pénalités pour retard - observations préalables à l'application :**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.

■ **Pénalités pour retard - seuil d'exonération :**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

■ **Règlement des différends :**

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreetts.gouv.fr/>).

■ **Résiliation pour faute :**

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

**- Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour

le titulaire, à aucune indemnité.

■ **Résiliation pour motif d'intérêt général :**

A tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 5 % du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

■ **Tribunal compétent**

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

**Tribunal administratif**  
**30 rue Charles Nodier**  
**25000 BESANCON**  
**Téléphone : 03.81.82.60.00**  
[Grefte.ta-besancon@juradm.fr](mailto:Grefte.ta-besancon@juradm.fr)

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

## FIN DU CONTRAT

■ **Propriété intellectuelle :**

Conformément au CCAG, le titulaire cède ses droits sur l'utilisation des résultats des prestations du contrat à titre non exclusif. Les autres dispositions du CCAG en matière de propriété intellectuelle s'appliquent.

■ **Certificat de bonne exécution :**

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

**Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :**

La rubrique *Garanties contractuelles et procédure d'admission* déroge au CCAG.

La rubrique *Pénalités pour retard* de l'article 7.1 du contrat déroge à l'article 14.1 du CCAG.

La rubrique *Pénalités pour retard - observations préalables à l'application* de l'article 7.2 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG.

La rubrique *Pénalités pour retard - plafonnement des montants* de l'article 7.2 du contrat déroge à l'article 14.1.2 du CCAG.

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 7.2 du contrat déroge à l'article 14.1.3



**Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :**

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)

**Signature du candidat (Responsable de la Société) précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé »**

**Date :**